RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos 31/12/2025

UNIVERSITÉ Clermont Auvergne

I – PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE – ENTITE CONSOLIDANTE

L'exercice 2025 a été marqué par plusieurs évolutions structurantes pour l'Université Clermont Auvergne.

Sur le plan institutionnel, la signature d'une convention de site avec l'Inserm a renforcé les relations avec les organismes nationaux de recherche et contribué à une meilleure coordination des unités mixtes.

L'année a également été marquée par la campagne d'évaluation du HCERES, qui a mobilisé l'ensemble des services de l'établissement et permis de préciser les orientations du prochain cycle contractuel.

Par ailleurs, l'engagement de l'établissement dans l'alliance européenne ARTEMIS s'est poursuivi, traduisant sa volonté de renforcer son positionnement à l'échelle internationale et de développer les coopérations académiques.

En matière de recherche, la dynamique de financement est demeurée soutenue, notamment à travers le dépôt de projets, en particulier dans le cadre de dispositifs européens, ainsi que par une amélioration des conditions de financement de certains contrats.

Enfin, l'exercice se caractérise par le développement des activités des filiales, qui contribuent au transfert de technologie et à la valorisation des résultats de la recherche.

Clermont Auvergne Innovation (CAI) – Filiale

Clermont Auvergne Innovation est une filiale dont l'université détient 99.35 % du capital.

L'exercice 2025 s'inscrit dans la phase de consolidation définie par le plan stratégique 2023-2027 de Clermont Auvergne Innovation. Il a été marqué par une évolution du cadre de financement, caractérisée par la bascule partielle des financements du SGPI vers des financements ministériels. Les niveaux alloués dans ce nouveau cadre, notamment pour les activités de maturation, restent inférieurs aux besoins identifiés. Le renforcement du Fonds National de Valorisation sur la période

2025-2027 a permis d'assurer une continuité des activités, tout en reportant les enjeux de financement à la période post-2027.

Sur le plan institutionnel, l'année a été marquée par la signature de conventions avec les principaux partenaires académiques, notamment avec l'Université Clermont Auvergne dans le cadre de l'EPE élargi, ainsi qu'avec INRAE. Ces conventions permettent de clarifier les relations entre la société et ses actionnaires et partenaires.

Parallèlement, la gouvernance de la société a évolué avec l'intégration de nouveaux représentants au sein du Conseil d'administration, notamment issus des partenaires académiques et hospitaliers du site.(ENSACF, CHU°et CJP)

L'exercice a également été marqué par la réalisation d'une augmentation de capital de 325 k€, intégralement souscrite par l'Université Clermont Auvergne, venant finaliser le plan de renforcement des fonds propres engagé en 2022 pour un montant global de 2,4 M€.

Enfin, l'exercice se caractérise par des évolutions organisationnelles, notamment en matière de ressources humaines et de structuration interne, avec des recrutements, des départs et une réorganisation de certaines fonctions.

Il se caractérise également par un redémarrage des activités de maturation au second semestre, consécutif à la mise en place des financements correspondants, dont le niveau demeure limité au regard des besoins, nécessitant le recours à des financements complémentaires, notamment le dépôt d'une demande de crédits FEDER pour un montant supérieur à 1 M€, ainsi que par une année particulièrement dynamique dans le domaine de l'entrepreneuriat deeptech.

CIDECO – Filiale

CIDECO (Centre d'Innovation et de Développement pour l'Écoconstruction) est une filiale de l'Université Clermont Auvergne, créée en 2017 afin de valoriser des travaux de recherche issus notamment de l'Institut Pascal.

Constituée sous forme de société de droit privé, détenue par l'établissement, CIDECO s'inscrit dans une logique de transfert de technologie et de valorisation économique des résultats de la recherche. Elle a pour vocation de proposer aux acteurs publics et privés des solutions innovantes issues des avancées scientifiques dans le domaine du génie civil, des matériaux et des structures.

L'activité de la filiale repose principalement sur des prestations d'ingénierie, d'expertise et de diagnostic des ouvrages, incluant notamment l'analyse de l'état des bâtiments et infrastructures, leur instrumentation (capteurs, suivi en temps réel) et la modélisation de leur comportement. Ces approches permettent d'anticiper les dégradations et de mieux gérer le cycle de vie des constructions, dans une optique de performance, de durabilité et de maîtrise des coûts.

Pour rappel, la société CIDECO a obtenu en 2023 le bénéfice du régime fiscal et social du statut de Jeune Entreprise Innovante.

A ce titre, la société bénéficie d'une exonération de la moitié de son impôt sur les sociétés pour l'exercice 2025.

CNEP - Filiale

La filiale CNEP constitue un outil opérationnel de l'Université Clermont Auvergne, dédié à la réalisation de prestations d'études et de recherche appliquée, principalement au service des partenaires industriels.

En 2025, l'activité de la filiale s'est maintenue à un niveau soutenu, avec la réalisation de 357 études pour des industriels, traduisant son ancrage dans le tissu socio-économique et sa capacité à répondre à des besoins opérationnels.

Par ailleurs, CNEP participe à des projets collaboratifs de recherche, avec deux projets actifs sur l'exercice (CompostNet et BioMar), contribuant au développement de partenariats scientifiques et à l'innovation.

L'année est également marquée par un dépôt de brevet portant sur une enceinte à base de LED, illustrant la capacité de la filiale à produire des résultats valorisables en matière de propriété intellectuelle.

Dans ce contexte, l'activité de CNEP s'inscrit dans une logique de transfert de connaissances et de valorisation de la recherche appliquée, en lien avec les besoins des acteurs industriels.

II - PRESENTATION DU GROUPE

Le périmètre de consolidation comprend les entités suivantes :

Entité	Activités	Clôture			Ouverture		
		Méthode	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode	% de contrôle	% d'intérêt
UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE (Entité consolidante) 49, boulevard François Mitterand 63001 CLERMONT-FERRAND	Formation et recherche	Mère	100,0%	100,0%	Mère	100,0%	100,0%
SA CNEP 25, avenue Blaise Pascal 63170 AUBIERE SIREN : 341 151 728	Recherche-développement et autres	IG	100,0%	100,0%	IG	100,0%	100,0%
SAS CIDECO 2, avenue Blaise Pascal 63170 AUBIERE SIREN : 827 456 195	Analyses, essais et inspections techniques	IG	100,0%	100,0%	IG	100,0%	100,0%
SAS CLERMONT AUVERGNE INNOVATION 28, place Henri Dunand 63001 CLERMONT-FERRAND SIREN : 793 372 525	Recherche-développement et autres sciences physiques et	IG	99,3%	99,3%	IG	99,3%	99,3%

Entité consolidante

L'Université Clermont Auvergne (UCA) est un Établissement Public Expérimental (EPE) à caractère scientifique culturel et professionnel créé en 2020 à la suite de l'intégration d'un INP composé de 3 écoles d'ingénieurs (Sigma, Polytech et ISIMA).
Il est membre et chef de file d'une association d'établissements présents sur le site composée de : 5 autres établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche (Sigma, l'ENSACF, Vetagro Sup, l'ESC et l'ESACM), 4 organismes de recherche (INRA, IRSTEA, CNRS et INSERM) et le CROUS.

Le site rassemble environ 36 000 étudiants.

L'UCA réunit sur une vingtaine de sites :

- 35 500 étudiants dont 5 439 étudiants internationaux et 946 doctorants ;
- Plus de 3 700 personnels, dont 2 082 enseignants-chercheurs et enseignants et 1 641 personnels techniques et administratifs ;
- 36 laboratoires de recherche et 2 unités d'appui à la recherche ;
- 4 ONR partenaires présents sur le site : CNRS, IRD, INRAE, INSERM
- 6 divers autres structures de recherche dont 3 fédérations de recherche.
- 7 campus répartis dans la région auvergnate : Clermont-Ferrand, Aubière, Aurillac, le Puy-en-Velay, Montluçon, Moulins et Vichy ;
- 6 instituts :
    - Clermont Auvergne INP ;
    - Institut Universitaire de Technologie (IUT Clermont Auvergne) ;
    - Institut Droit, Économie, Management ;
    - Institut Lettres, Langues, Sciences humaines et sociales ;
    - Institut des Sciences ;
    - Institut Sciences de la vie, santé, agronomie, environnement.
- 5 écoles doctorales ;
- 350 formations ;
- 530 accords de partenariats en Europe et dans le monde.

Filiales intégrées

- **La société CIDECO** a été créée fin 2016 par l'Université Clermont Auvergne. Le capital de CIDECO est détenu à 100 % par l'UCA. La société a fait l'objet d'une augmentation de capital de la part de l'UCA de 120 K€ en 2019.
- **La société CNEP** a été créée en 1987 par l'Université Clermont Auvergne. Le capital de CNEP est détenu à 100 % par l'UCA.
- La participation au sein de **la société CAI** (ex SATT GRAND CENTRE), détenu par l'UCA, est passée de 99,28% à 99,35% au cours de l'exercice 2025. Cette augmentation est liée à une augmentation de capital inégalement souscrite par les deux associés de CAI.

Enfin, les participations minoritaires (participations inférieures à 20 %) détenues dans d'autres structures ne font pas partie du périmètre de consolidation.

Date d'arrêté et durée d'exercice

Les entités du groupe ont toutes arrêté leurs comptes sociaux en date du 31/12/2025.
La durée des exercices pour les quatre entités du Groupe a été de 12 mois.

III - PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de l'établissement sont établis conformément à la norme sur les comptes consolidés issue du Recueil des Normes Comptables pour les Organismes Publics (RNCEP).

Les comptes de l'ensemble des entités sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés, conformément à l'Instruction du 7 mai 2024 relative à l'élaboration des comptes consolidés par les organismes publics notamment sur les points suivants :

- Résultat exceptionnel : Plus aucune opération n'est comptabilisée en résultat exceptionnel. Une comptabilisation en produits et charges d'exploitation est réalisée selon la nature de la dépense ou de la recette.
- Corrections d'erreurs : Les corrections d'erreurs sont comptabilisées conformément à la Section 4 « Corrections d'erreurs » de la norme 14 du RNCEP précité, à savoir qu'une correction d'erreur d'un exercice antérieur ne doit pas impacter le résultat de l'exercice au cours duquel l'erreur a été découverte et doit être imputée en report à nouveau.

Changement de méthode

Il n'y a pas eu de changements de méthode au cours de l'exercice.

IV - SITUATION ET ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE

SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

1. Le compte de résultat consolidé

La ventilation des recettes d'exploitation

	31 déc. 2025		31 déc. 2024		Var. brute	Var. %
Autres financements publics	36 220	10,4%	35 121	10,2%	1 099	3,1%
Collecte Taxe Apprentissage	523	0,2%	220	0,1%	303	137,4%
Dons et legs	224	0,1%	30	0,0%	195	654,4%
Dotation annuelle du Ministère	269 134	77,4%	266 417	77,6%	2 718	1,0%
Droits universitaires	5 182	1,5%	4 960	1,4%	221	4,5%
Prestations de formation continue et VAE	16 440	4,7%	14 336	4,2%	2 104	14,7%
Prestations de recherche (hors intra groupe)	2 430	0,7%	2 711	0,8%	-281	-10,4%
Prestations diverses	14 110	4,1%	15 451	4,5%	-1 341	-8,7%
Production immobilisée (dont frais de R&D)	590	0,2%	408	0,1%	182	44,6%
Production stockée	107	0,0%	201	0,1%	-94	-46,7%
Produits de la fiscalité affectée	2 409	0,7%	2 409	0,7%	0	0,0%
Reprises des amortissements et transfert de charges	2	0,0%	109	0,0%	-108	-98,6%
Reprises de provisions	200	0,1%	758	0,2%	-557	-73,6%
Produits	**347 572**	**100,0%**	**343 132**	**100,0%**	**4 440**	**621,7%**
Reprises des financements externes de l'actif	12 318	3,5%	11 321	3,3%	998	8,8%
Recettes d'exploitation	359 890	100,0%	354 453	100,0%	5 438	1,5%

La ventilation des recettes d'exploitation par entité

	31 déc. 2025	UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE	CLERMONT AUVERGNE INNOVATION	CIDECO	CNEP
Autres financements publics	36 220	34 099	2 021	46	53
Collecte Taxe Apprentissage	523	523	0	0	0
Dons et legs	224	224	0	0	0
Dotation annuelle du Ministère	269 134	269 134	0	0	0
Droits universitaires	5 182	5 182	0	0	0
Prestations de formation continue et VAE	16 440	16 440	0	0	0
Prestations de recherche (hors intra groupe)	2 430	2 430	0	0	0
Prestations diverses	14 110	9 219	751	3 196	943
Production immobilisée (dont frais de R&D)	590	0	419	171	0
Production stockée	107	3	72	0	32
Produits de la fiscalité affectée	2 409	2 409	0	0	0
Reprises des amortissements et transfert de charges	2	2	0	0	0
Reprises de provisions	200	175	25	0	0
Produits	**347 572**	**339 841**	**3 288**	**3 413**	**1 029**
Reprises des financements externes de l'actif	12 318	12 291	0	0	28
Recettes d'exploitation par entité	359 890	352 132	3 288	3 413	1 057

Les recettes d'exploitation sont stables d'une année sur l'autre, 359 890 K€ en décembre 2025 et 354 453 K€ en décembre 2024.

Le Groupe affiche des recettes de son exploitation principalement portées par UCA qui représentent la quasi-totalité des ressources. Les principaux postes générant ces recettes sont la dotation ministérielle pour 269 134 K€, les autres financements publics pour 36 220 K€, les prestations de formation continue et VAE pour 16 440 K€, les prestations diverses pour 14 110 K€, les reprises des financements externes de l'actif pour 12 318 K€, quasi-exclusivement gérée par l'UCA.

La structure du Groupe révèle une forte concentration des activités au sein de l'UCA soit 352 132 K€ sur un total de 359 890 K€. Les autres entités ayant des rôles spécifiques et des volumes d'activité plus modestes.

La ventilation des dépenses d'exploitation

	31 déc. 2025		31 déc. 2024		Var. brute	Var. %
Achats consommés	- 15 266	4,3%	- 18 505	5,2%	3 240	-17,5%
Autres charges de fonctionnement	- 39 567	11,1%	- 43 777	12,2%	4 211	-9,6%
Charges de personnel	- 274 013	76,7%	- 269 950	75,3%	- 4 062	1,5%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	- 24 706	6,9%	- 22 622	6,3%	- 2 083	9,2%
Impôts et taxes	(3 498)	1,0%	(3 516)	1,0%	18	-0,5%
Dépenses d'exploitation	**- 357 049**	**100,0%**	**- 358 372**	**100,0%**	**1 323**	**-0,4%**

Les dépenses d'exploitation du Groupe s'élèvent à 357 049 K€, en baisse par rapport à l'année précédente. Les charges de personnel constituent le poste majeur avec 274 013 K€.

La ventilation des dépenses d'exploitation par entité

	31 déc. 2025	UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE	CLERMONT AUVERGNE INNOVATION	CIDECO	CNEP
Achats consommés	- 15 266	- 14 319	- 508	- 426	- 13
Autres charges de fonctionnement	- 39 567	- 37 979	- 805	- 674	- 109
Charges de personnel	- 274 013	- 269 113	- 1 738	- 2 266	- 896
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	- 24 706	- 23 616	- 846	- 181	- 62
Impôts et taxes	- 3 498	- 3 371	- 72	- 27	- 28
Dépenses d'exploitation par entité	**- 357 049**	**- 348 397**	**- 3 969**	**- 3 574**	**- 1 108**

L'UCA concentre la majorité des dépenses totales avec 348 397 K€, dont 269 113 K€ de charges de personnel. Les autres entités présentent des volumes nettement plus modestes.

Détails des autres charges de fonctionnement

	31 déc. 2025		31 déc. 2024		Var. brute	Var. %
Autres services extérieurs	- 2 439	6,2%	- 2 952	16,0%	513	-17,4%
Sous-traitance	- 491	1,2%	- 494	2,7%	2	-0,5%
Redevances de crédit-bail et assimilées	- 17	0,0%	2	0,0%	- 19	-990,3%
Locations immobilières et charges locatives	- 1 976	5,0%	- 1 631	8,8%	- 345	21,1%
Entretien et réparations	- 5 460	13,8%	- 6 196	33,5%	735	-11,9%
Primes d'assurances	- 364	0,9%	- 392	2,1%	28	-7,2%
Personnel détaché et interimaire	- 1 666	4,2%	- 2 106	11,4%	440	-20,9%
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	- 1 186	3,0%	- 1 148	6,2%	- 38	3,3%
Publicité, publications, relations publiques	- 951	2,4%	- 1 299	7,0%	348	-26,8%
Transport	- 509	1,3%	- 420	2,3%	- 90	21,4%
Déplacements, missions et réceptions	- 4 412	11,2%	- 5 470	29,6%	1 057	-19,3%
Frais postaux et frais de télécommunications	- 439	1,1%	- 428	2,3%	- 11	2,5%
Frais bancaires	- 48	0,1%	- 41	0,2%	- 7	16,8%
Autres charges externes	- 6 715	17,0%	- 7 038	38,0%	323	-4,6%
Valeurs comptables immos incorporelles et corporelles cédées	- 396	1,0%	-	0,0%	- 396	0,0%
Autres charges	- 12 497	31,6%	- 13 937	75,3%	1 441	-10,3%
VNC des titres conso cédés	-	0,0%	- 31	0,2%	31	-100,0%
VNC des immo. corp. cédées	-	0,0%	- 50	0,3%	50	-100,0%
Autres charges exceptionnelles	-	0,0%	- 146	0,8%	146	-100,0%
Autres charges de fonctionnement	**- 39 567**	**100,0%**	**- 43 777**	**236,6%**	**4 211**	**-9,6%**

Les postes les plus impactés dans les charges de fonctionnement entre décembre 2024 et décembre 2025 sont ceux structurant une université.
Les autres charges pour 12 497 K€ avec une variation brute de 1 441 K€, les autres charges externes pour 6 715 K€ et les entretiens et réparations pour 5 460 K€ avec une variation brute de 735 K€.
Ces variations traduisent des ajustements dans la gestion des approvisionnements et du personnel.

Globalement, les charges de fonctionnement ont baissé en variation brute de 4 211 K€.

Détails des charges de personnel

	31 déc. 2025		31 déc. 2024		Var. brute	Var. %
Rémunérations du personnel	- 162 339	59,2%	- 162 615	60,2%	276	-0,2%
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	- 110 107	40,2%	- 105 703	39,2%	- 4 404	4,2%
Autres charges de personnel	- 1 567	0,6%	- 1 632	0,6%	65	-4,0%
Charges de personnel	**- 274 013**	**100,0%**	**- 269 950**	**100,0%**	**- 4 062**	**1,5%**

Détails des dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

	31 déc. 2025		31 déc. 2024		Var. brute	Var. %
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	- 309	1,3%	- 624	2,8%	315	-50,5%
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	- 23 588	95,5%	- 21 839	96,5%	- 1 749	8,0%
Dot. aux provisions d'exploitation	- 155	0,6%	- 120	0,5%	- 35	28,8%
Dotations pour dépr. des actifs circulants	- 654	2,6%	- 39	0,2%	- 615	1558,4%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	**- 24 706**	**100,0%**	**- 22 622**	**100,0%**	**- 2 083**	**9,2%**

Le résultat financier

	31 déc. 2025		31 déc. 2024		Var. brute	Var. %
Produits sur créances et VMP	10	3,6%	13	10,4%	- 3	-26,5%
Gains de change sur opérations financières	8	3,0%	1	0,7%	7	860,9%
Produits de cessions d'immobilisations financières	10	3,6%	-	0,0%	10	0,0%
Autres produits financiers	242	89,9%	112	89,0%	130	116,1%
Produits financiers	**270**	**100,0%**	**126**	**100,0%**	**268**	**113,9%**
Charges d'intérêts	- 255	61,7%	- 290	97,1%	35	-12,0%
Pertes de change sur opérations financières	- 1	0,2%	- 8	2,8%	7	-89,3%
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	- 157	38,1%	-	0,0%	- 157	0,0%
Autres charges financières	-	0,0%	- 0	0,0%	28	62,2%
Dot. dépr. sur actifs financiers	-	0,0%	- 1	0,2%	1	-100,0%
Charges financières	**- 414**	**100,0%**	**- 299**	**100,0%**	**- 75**	**38,5%**
Résultat financier	- 144	100,0%	- 173	100,0%	193	-16,6%

	31 déc. 2025	UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE	CLERMONT AUVERGNE INNOVATION	CIDECO	CNEP
Produits sur créances et VMP	10	10	-	-	-
Gains de change sur opérations financières	8	7	-	-	1
Produits de cessions d'immobilisations financières	10	-	10	-	-
Autres produits financiers	242	109	107	21	6
Produits financiers par entité	**270**	**126**	**116**	**21**	**7**
Charges d'intérêts	- 255	- 248	- -	6 -	1
Pertes de change sur opérations financières	- 1	- 1	0	-	-
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	- 157	- 148	- 10	-	-
Charges financières par entité	**- 414**	**- 396**	**- 10**	**- 6**	**- 1**
Résultat financier par entité	- 144	- 271	106	14	6

Le résultat financier se compose principalement de charges financières liées aux intérêts sur emprunts :

- de l'UCA (intérêts financiers dans le cadre du contrat de partenariat public privé et de l'avance remboursable octroyée par la CDC dans le cadre du dispositif INTRACTING),
- de CIDECO.

L'impôt sur les résultats

	31 déc. 2025	UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE	CLERMONT AUVERGNE INNOVATION	CIDECO	CNEP
Impôts et taxes sur rémunérations	- 3 366	- 3 315	- 23	- 21	- 8
Autres impôts et taxes	- 132	- 56	- 49	- 7	- 20
Impôts et taxes par entité	- 3 498	- 3 371	- 72	- 27	- 28

Le résultat net du groupe

	31 déc. 2025	UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE	CLERMONT AUVERGNE INNOVATION	CIDECO	CNEP
Résultat net par entité	2 870	3 199	- 483	83	72

Les intérêts minoritaires

Pour l'exercice 2025, le résultat des minoritaires est de 3 k€. Ce résultat provient uniquement des minoritaires présents au sein du capital de CLERMONT AUVERGNE INNOVATION.

2. Le bilan consolidé

Au 31 décembre 2025, le total du bilan consolidé du Groupe s'élève à 805,0 M€, dont 350,5 M€ de fonds propres (part du groupe uniquement).

La ventilation des fonds propres par entité

	31 déc. 2025		31 déc. 2024		Var. brute	Var. %
Financements reçus de l'Etat	127 475	36,4%	132 338	37,9%	- 4 863	-3,7%
Autres financements reçus	63 099	18,0%	61 275	17,5%	1 825	3,0%
Réserves consolidées	157 026	44,8%	159 368	45,6%	- 2 343	-1,5%
Résultat de l'exercice	2 870	0,8%	- 3 629	-1,0%	6 499	-179,1%
Intérêts minoritaires	46	0,0%	52	0,0%	- 6	-11,8%
Fonds propres	**350 516**	**100,0%**	**349 404**	**100,0%**	**1 112**	**0,3%**

L'augmentation des fonds propres Groupes provient de nouveaux financements reçus pour + 10,5 M€ augmentés par le résultat, part Groupe, pour + 2,9 M€, les reprises de subventions pour – 13,6 M€ et les corrections d'erreurs issues de 2024 pour + 1,3 M€.

L'endettement s'élève au 31/12/2025 à 366,8 M€ ; il est composé principalement des dettes financières de l'UCA qui a inscrit dans ses comptes en 2025, l'avance de l'ANR au titre de la dotation non consommable du PIA ISITE (356,9 M€). Il comprend également le capital restant dû au titre du financement du contrat de partenariat Campus Prometteur (9,4 M€).

La ventilation de la trésorerie par entité

	31 déc. 2025	UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE	CLERMONT AUVERGNE INNOVATION	CIDECO	CNEP
Trésorerie active nette	**112 444**	**106 378**	**4 664**	**905**	**497**
VMP - Equivalents de trésorerie	459	-	-	309	150
Disponibilités	111 985	106 378	4 664	595	347
Concours bancaires (trésorerie passive)	- 29	- 29	-	-	-
Trésorerie à court terme par entité	**112 415**	**106 349**	**4 664**	**905**	**497**
Trésorerie nette par entité	112 415	106 349	4 664	905	497

Le Groupe dispose d'une trésorerie nette de 112,4 M€ contre 107,6 M€ au 1er janvier 2025.

3. Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Postérieurement à la clôture de l'exercice, le président de l'Université Clermont Auvergne a été réélu en juin 2026 pour un nouveau mandat. Cet événement est sans incidence sur les comptes de l'exercice 2025.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

L'Université Clermont Auvergne :

L'Université Clermont Auvergne, en tant qu'établissement consolidateur, exerce une activité significative en matière de recherche et développement, caractérisée par une diversification des sources de financement, une structuration multi-niveau des projets et un recours important à des partenariats externes.

Au titre de l'exercice 2025, les financements obtenus dans le cadre des activités de recherche s'élèvent à 12,6 M€ HT au titre des subventions sur projets, auxquels s'ajoutent 1,07 M€ de financements européens. Ces ressources proviennent majoritairement de financeurs nationaux, pour un montant de 5,05 M€, l'Agence Nationale de la Recherche constituant le principal contributeur. L'établissement bénéficie par ailleurs de financements structurants dans le cadre de dispositifs nationaux (notamment Programme France 2030), ainsi que de contributions issues d'organismes publics et privés de recherche.

Les financements d'origine territoriale et européenne représentent une part significative des ressources consolidées, avec 3,86 M€ de subventions, dont une contribution notable du Fonds Européen de Développement Régional. Ces financements permettent le développement d'infrastructures scientifiques, de projets d'innovation ainsi que la conduite de programmes de recherche appliquée dans des domaines stratégiques (énergie, environnement, santé, transition industrielle).

L'activité de recherche se traduit également par le développement de programmes européens et internationaux, générant des ressources dédiées et contribuant à l'intégration de l'établissement dans des réseaux scientifiques internationaux. Les projets financés au titre de ces dispositifs participent à la mutualisation des moyens et à la visibilité du périmètre consolidé.

En parallèle, l'établissement consolidateur développe une activité soutenue de recherche partenariale, matérialisée par la signature de 408 contrats au cours de l'exercice, pour un montant de 6,0 M€ HT (hors conventions spécifiques de reversement). Ces opérations couvrent des collaborations de recherche (49), des conventions CIFRE (19), des prestations de services (31) et des dispositifs de transfert de technologie. Elles traduisent une interaction croissante avec les acteurs économiques et institutionnels.

En matière de diffusion et de valorisation des connaissances, l'établissement a renforcé en 2025 sa politique en faveur de la science ouverte par l'adoption d'une feuille de route structurée, validée par le Conseil d'administration. Cette stratégie est complétée par la participation à des projets structurants tels que **RESO-AURA**, dédié au développement de la diffusion en accès ouvert, et **OSQuAR-UCA**, portant sur l'intégration des principes de science ouverte dans l'évaluation qualitative de la recherche. L'établissement contribue également aux initiatives européennes, notamment à travers sa participation à **l'European Open Science Cloud**, et met en œuvre des actions régulières de formation et de sensibilisation destinées à la communauté scientifique.

Le dispositif UCA PARTNER, intégré au périmètre fonctionnel de la valorisation, contribue à la structuration de ces activités en assurant la gestion des plateformes techniques, la contractualisation des prestations et la valorisation des résultats de la recherche. Il dispose de 45 plateaux regroupés en 7 pôles de compétences.

La filiale CAI est en charge des actions de promotion de ces plateaux techniques.

17 contrats de prestation de service ont été conclus avec des partenaires externes à l'UCA, générant un montant total de 116 029 € HT. 168 prestations internes ont été réalisées, pour un montant de 130 995 euros HT.

En 2025, 1 397 articles ont été publiés et sont disponibles en libre accès. Ce dispositif participe à la génération de produits d'activité via des prestations externes et internes, ainsi qu'à l'optimisation de l'utilisation des équipements scientifiques.

7 Brevets ont été déposés sur l'exercice ce qui porte à 46 leur nombre total depuis 2020.

Dans ce contexte, les activités de recherche et développement participent à la création de ressources externes, à la valorisation des actifs immatériels et au renforcement des capacités d'innovation du périmètre consolidé. Elles s'inscrivent ainsi dans une logique de développement durable des activités scientifiques, en cohérence avec les objectifs stratégiques et financiers de l'établissement.

Source : Rapport Recherche UCA 2025

Les dépenses de l'UCA affectées à l'activité de recherche en 2025 se sont élevées en crédit de paiement (CP) à 101,7 M€ et 101 M€ en autorisation d'engagement (AE).

Source : Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine annexé au compte financier 2025

Les principaux risques :

Le rapport sur l'autoévaluation de la recherche réalisée en 2024 fait apparaître certains points de faiblesse :

• La complexité de l'organisation de la recherche et du lien formation-recherche (CIR, labex, fédérations, pôle, Instituts, Fondations, Laboratoires, écoles doctorales…) qui peut nuire à la compréhension.

• Une appropriation de la politique scientifique du site par certains laboratoires encore insuffisante.

• Une compétition entre interdisciplinarité et excellence disciplinaire.

• Une attractivité internationale et un rayonnement encore insuffisants, du fait de la faiblesse en matière de recrutement de chercheurs de haut niveau et de visibilité internationale, des difficultés pour les doctorant.es étranger.es pour obtenir leurs visas rapidement, d'un manque d'initiatives structurées pour attirer des chercheurs étrangers et renforcer l'insertion du site dans les réseaux académiques internationaux et d'une visibilité encore modérée (ERC, Nomination Scientifique, Prix…)

• Un financement trop dépendant des appels à projets (Recherche, PUI, ASDESR, SAPS…) :
Une grande partie des activités de recherche, d'innovation et d'inscription de la science dans la société sur le site repose fortement sur des financements compétitifs sur des durées limitées, ce qui pose un

problème de soutenabilité des dispositifs et des actions à long terme et peut conduire à un certain éparpillement.
- Une difficulté à sécuriser certains projets dans la durée.

La maîtrise des risques :
Afin de soutenir sa politique scientifique interdisciplinaire à l'échelle du site, l'UCA, en tant qu'établissement coordinateur territorial, flèche chaque année une part significative (65%) de la dotation I-SITE CAP 20-25 aux CIR et aux programmes transverses, après présentation et validation devant le directoire élargi de l'Alliance UCA.

Les communautés scientifiques de l'UCA sont également soutenues à travers le budget de la recherche (~10 M€ /an voté chaque année en CR). Le financement de la recherche actuel dépendant largement de la réponse à des appels à projets compétitifs nationaux et internationaux (Région, ANR, Union européenne), la performance de la recherche n'est pas prise en compte dans la répartition des moyens UCA entre les différents domaines disciplinaires.

La structuration macro du budget recherche se décline en trois volets :
- une part consacrée aux dotations récurrentes des laboratoires, des écoles doctorales et des autres structures de recherche (31%);
- une part affectée aux contrats doctoraux (57 %);
- une part dédiée aux actions transverses, qui permettent à l'établissement d'exprimer des priorités de politique scientifique (12%).

Clermont Auvergne Innovation (CAI) : Filiale

Clermont Auvergne Innovation est une filiale dont l'université détient 99.35 % du capital.

L'Université Clermont Auvergne assure la présidence de la SAS Clermont Auvergne Innovation (CAI). Issue du dispositif des Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT), cette structure s'inscrit dans une évolution vers un modèle intégré de valorisation, d'innovation et de transfert de technologie, en cohérence avec la stratégie portée par le projet CAP 20-25 sur le territoire clermontois.

Dans ce cadre, une convention signée le 7 avril 2022, renouvelée en décembre 2025 pour la période 2026-2031, confie à CAI la mise en œuvre des activités de valorisation des résultats de la recherche, notamment en matière d'exploitation des brevets et licences, ainsi que de commercialisation.

Les activités de recherche et développement de Clermont Auvergne Innovation reposent principalement sur les dispositifs de prématuration et de maturation, qui constituent le cœur du modèle de valorisation des résultats issus de la recherche académique.

En 2025, l'activité de prématuration est en progression, avec 8 projets accompagnés contre 6 en 2024. Cette évolution repose notamment sur le recours aux dispositifs de type Chèque Recherche Innovation à Impact (CR2I), permettant d'intervenir en amont des déclarations d'invention et contribuant à une finalisation plus rapide de celles-ci. L'activité de dépôt de brevet reste relativement basse pour sa part.

L'activité de maturation a redémarré au second semestre 2025, à la suite de la mise en place des financements correspondants. Toutefois, les moyens alloués, estimés à environ 500 k€ par an jusqu'en 2027, demeurent limités au regard des besoins.

Dans ce contexte, l'année 2025 a également été marquée par la mobilisation de financements complémentaires, notamment dans le cadre des programmes FEDER, avec le dépôt d'une demande de subvention FEDER d'un montant supérieur à 1 M€.

Sur le plan financier, ces activités se traduisent notamment par une progression de la production immobilisée, qui s'élève à 419 k€ en 2025 contre 236 k€ en 2024, augmentation liée notamment à l'immobilisation de projets dans le cadre des licences Astéroïde et Tolergyx.

À l'inverse, la production stockée ressort à 72 k€ contre 293 k€ en 2024, traduisant une diminution de la variation du stock de projets en cours sur l'exercice. Parallèlement, le nombre de projets en encours diminue, passant de 59 à 48, tandis que leur valeur totale s'établit à 5 768 k€ contre 5 409 k€ en 2024.

Cette évolution s'explique notamment par la sortie de plusieurs projets de l'actif au cours de l'exercice, liée à leur aboutissement ou à leur arrêt, dont notamment la liquidation judiciaire de la société portant le projet Nutrithéragène.

L'exercice 2025 est par ailleurs caractérisé par une évolution de la structure du chiffre d'affaires, marquée par une diminution des prestations réalisées pour le compte de l'Université Clermont Auvergne dans le cadre du PUI1, et une progression des prestations réalisées auprès du secteur privé.

Par ailleurs, l'année 2025 a également été marquée, en parallèle du redémarrage des activités de maturation, par le développement des Business Units ainsi que par une activité particulièrement dynamique en matière de création de startups Deeptech issues de la recherche.

La Business Unit est un plateau technique universitaire regroupant des équipements de pointe, des experts accessibles, qui propose des prestations sur mesure reposant sur un actif de propriété intellectuelle sur lequel Clermont Auvergne Innovation a investi significativement. CAI accompagne ce plateau à trouver son marché et à tester sa capacité à générer des revenus lui permettant de pérenniser son activité, et d'envisager la création d'une Startup Deeptech.

Enfin, l'année 2025 a été marquée par le lancement ou la poursuite de projets structurants, notamment dans le cadre de dispositifs portés avec des partenaires du site.

Les principaux risques :

L'exercice 2025 met en évidence plusieurs risques financiers.

La société a bénéficié de plusieurs abandons de créances pour un montant total de 17.2 M€, de la part de l'EPIC Bpifrance lorsque celui-ci était actionnaire. Ces abandons de créances sont conditionnés à l'application d'une clause de retour à meilleur fortune. Cette clause trouvera à s'appliquer lors de la réalisation d'un bénéfice net fiscal au cours de trois exercices sociaux consécutifs et interviendra après constatation du bénéfice net fiscal du troisième exercice, à hauteur de 50% de ce bénéfice net fiscal.

L'EPIC BPI est sorti du capital, mais la clause de retour à meilleure fortune subsiste et les conditions de retour à meilleure fortune restent inchangées.

Le second risque concerne le financement des activités de maturation, dont le niveau, estimé à environ 500 k€ par an jusqu'en 2027, demeure inférieur aux besoins identifiés.

La société est également exposée à un risque lié à l'évolution des financements publics, comme en témoigne la diminution significative des prestations réalisées dans le cadre du PUI1, qui passent de 503,5 k€ en 2024 à 183,5 k€ en 2025.

Parallèlement, les subventions d'exploitation s'élèvent à 2 021 k€ en 2025 contre 1 232 k€ en 2024, en forte progression sur l'exercice, principalement sous l'effet de l'augmentation des financements de l'ANR, notamment dans le cadre du PUI2. Cette évolution vient partiellement compenser la baisse des prestations liées au PUI1 et illustre la sensibilité du modèle de financement de la société aux dispositifs publics.

Le chiffre d'affaires de la société s'établit à 1 066,9 k€ en 2025 contre 1342,9 k€ en 2024, en retrait sur l'exercice, malgré une progression de certaines activités, notamment dans les prestations d'incubation, et de certaines opérations de transfert.

Le modèle économique demeure par ailleurs soumis aux risques inhérents aux projets de valorisation, notamment en raison du taux de projets n'aboutissant pas et étant arrêtés en cours de développement, comme en témoigne la sortie de plusieurs projets de l'actif au cours de l'exercice, dont le projet Nutrithéragène (liquidation judiciaire).

Enfin, une part des produits de la société correspond à des éléments ne générant pas de trésorerie immédiate, notamment la production immobilisée ainsi que les prises de participation dans des sociétés issues des projets accompagnés, dont certaines peuvent faire l'objet de dépréciations ou de sorties.

Ces éléments conduisent à porter une attention particulière aux équilibres financiers de la société.

La maîtrise des risques :

Afin de faire face à ces risques, Clermont Auvergne Innovation met en œuvre plusieurs actions.

Ces actions s'inscrivent dans une démarche visant à renforcer la sécurisation des flux financiers, en cohérence avec les principaux risques identifiés, notamment en matière de financement des activités, de valorisation des projets et d'évolution des dispositifs publics.

CAI a engagé des démarches visant à mobiliser des financements complémentaires, notamment dans le cadre des programmes FEDER et des Stratégies Nationales d'Accélération (SNA) de France 2030, afin de compléter les dispositifs existants.

Elle poursuit également le développement de ses activités génératrices de chiffre d'affaires, notamment à travers les prestations d'incubation ainsi que certaines opérations de transfert.

Par ailleurs, CAI assure un suivi des projets de prématuration et de maturation ainsi que des encours associés.

Ces éléments impliquent un suivi des charges en lien avec l'évolution de l'activité.

Depuis 2024, un travail collaboratif entre les services de l'Université Clermont Auvergne et de Clermont Auvergne Innovation a été engagé en matière de contrôle interne des flux financiers. Ce travail, poursuivi en 2025, a donné lieu à une présentation des domaines d'intervention de la filiale, accompagnée d'une analyse des flux administratifs et financiers entre l'UCA et CAI sur plusieurs thématiques, notamment les appels à projets, les activités de maturation, les dépôts de brevets, la création d'entreprises et les plateformes techniques.

Dans le cadre de sa démarche de certification qualité, CAI met en œuvre plusieurs dispositifs d'analyse des risques, couvrant à la fois l'ensemble de ses activités et certains processus spécifiques, notamment les processus financiers, l'analyse des risques fournisseurs et la gestion des risques liés aux systèmes d'information et aux données.

Par ailleurs, des indicateurs qualité font l'objet d'un suivi régulier et donnent lieu, le cas échéant, à la mise en œuvre d'actions correctives lorsque les objectifs définis ne sont pas atteints.

CIDECO :

Les projets R&D immobilisés en 2025 sont les suivants :

-SHM : Monitoring des structures : 151,8 k€ ; il permet d'identifier l'état de dégradation des structures et des ouvrages en service à partir des résultats d'auscultations au moyen de contrôles visuels et d'essais non destructifs et destructifs.
-Gpbim : Gestion du patrimoine : 16,7 K€ ; système permettant d'informer les gestionnaires et les utilisateurs sur les stratégies optimales de maintenance et les pistes de réduction des consommations énergétiques.
-MAT : Béton Précontraint : 4,2 K€ ; il permet l'optimisation de la conception des ouvrages BP.

Les projets de R&D réalisés en interne par la société et portés à l'actif au 31 décembre 2025 s'élèvent à 799 K€ ; au 31/12/2025, leur valeur nette comptable s'élève à 298 K€.

Son chiffre d'affaires dans les comptes du groupe s'élève à 3,2 M€. Il est en augmentation depuis 2021 (+164 k€ par rapport à 2024) ; il permet de dégager un résultat net comptable positif + 82,8 K€.
La filiale a comptabilisé un crédit impôt recherche de 226,2 K€ en 2025.

Les activités de recherche et développement se sont poursuivies en 2025 dans le cadre du projet SISSO, inscrit dans le plan France 2030, visant le développement de solutions de diagnostic vibratoire des structures.
Au cours de l'exercice, un brevet a été déposé et accepté, et la marque « VibraDiag » a été enregistrée.
Les travaux engagés dans le cadre du projet couvrent trois axes principaux :

- la pré-industrialisation,
- l'exploration de nouvelles typologies d'ouvrages
- et le développement d'une offre commerciale.

Ces axes ont connu des avancées significatives sur l'exercice, tout en faisant l'objet de travaux complémentaires.

Sur le volet de la pré-industrialisation, les développements ont notamment porté sur l'adaptation des capteurs et sur la mise au point de nouvelles approches de traitement des données. Les travaux relatifs au paramétrage des algorithmes se poursuivent.

Concernant les applications, la solution a été mise en œuvre sur plusieurs typologies d'ouvrages, notamment des ponts à poutres en béton précontraint (Caderousse (84)), des ponts en arc (Vigouroux (15)) et des ponts en voûte maçonnée (Lyon (69)).
Par ailleurs, un projet relatif à un pont suspendu situé à Coudes (63) est en cours d'étude, en vue d'une instrumentation dans les prochains mois.

En matière de développement commercial, des études de marché et des actions de prospection ont été menées. Toutefois, l'acceptabilité de la solution par certains donneurs d'ordre constitue un facteur pouvant ralentir sa diffusion.

L'exercice a également été marqué par la mise en service d'un dispositif d'instrumentation sur le site d'activités culturelles et sportives Antarès, au Mans, comprenant l'installation de 132 capteurs associés à une plateforme de surveillance en temps réel.

Par ailleurs, les activités de recherche ont été renforcées par le recrutement d'un docteur ingénieur spécialisé dans le domaine des mesures par ultrasons et de l'analyse vibratoire. Les travaux engagés portent notamment sur l'automatisation des procédures d'analyse des données et la mise en place d'un dispositif de validation comparatif.

Enfin, le chiffre d'affaires de la société s'inscrit dans une trajectoire de croissance continue sur la période 2020–2025, traduisant le développement de son activité.

Les principaux risques :

L'activité de la société est exposée à des risques liés à l'évolution de son environnement de marché, notamment dans un contexte caractérisé par une possible décroissance de la demande sur certains segments.

Par ailleurs, le développement commercial des solutions proposées peut être affecté par des difficultés de commercialisation, liées notamment à l'acceptabilité des solutions innovantes et aux cycles d'adoption propres à ce type d'activité.

Le modèle économique de la société repose principalement sur ses activités de prestations de services, qui constituent l'essentiel de ses produits. À ce titre, son niveau d'activité demeure directement dépendant de la capacité à maintenir et développer ce chiffre d'affaires.

En parallèle, les activités de recherche et développement, dont une partie est immobilisée, impliquent un niveau d'incertitude quant à la valorisation effective des projets engagés.

Enfin, si la part des financements publics directs, notamment les subventions d'exploitation, demeure limitée, le crédit d'impôt recherche constitue un dispositif significatif de soutien aux activités de recherche et développement. Toute évolution des règles applicables ou des modalités de calcul de ce dispositif est susceptible d'affecter l'équilibre financier de la société.

La maîtrise des risques :

La maîtrise des risques repose principalement sur le suivi des activités et des principaux postes financiers de la société.

Les projets de recherche et développement ainsi que les actifs associés font l'objet d'un suivi, notamment dans le cadre de leur comptabilisation et de leur amortissement.

Par ailleurs, les principaux postes de l'actif, en particulier les créances clients, font l'objet d'un suivi, incluant le cas échéant la constatation de dépréciations.

Ces éléments contribuent à l'encadrement des risques identifiés.

CNEP - filiale

En 2025, l'activité de recherche et développement de la filiale CNEP s'est maintenue à un niveau soutenu, avec la réalisation de 357 études pour le compte de partenaires industriels, confirmant son positionnement en tant qu'acteur de la recherche appliquée et du transfert de technologie.

Par ailleurs, la filiale a poursuivi son engagement dans des projets collaboratifs, avec deux programmes actifs au cours de l'exercice (CompostNet et BioMar), contribuant au développement de solutions innovantes dans le domaine des matériaux. L'année 2025 a également été marquée par le dépôt d'un brevet relatif à une enceinte à base de LED, illustrant la capacité de CNEP à générer des résultats valorisables en matière de propriété intellectuelle.

Le CNEP a par ailleurs contribué à la formation par la recherche en accueillant un étudiant en stage de niveau Master 2 en chimie, participant à des travaux portant sur les membranes conductrices de protons.

Les principaux risques :

Sur le plan financier, l'exposition au risque client demeure limitée, malgré la situation de sauvegarde concernant l'un des clients, dont l'impact est jugé non significatif.
Les perspectives d'activité apparaissent favorables, portées notamment par une légère croissance du chiffre d'affaires, une évolution maîtrisée de la masse salariale liée au renouvellement des effectifs, ainsi que par le développement de nouveaux projets d'innovation, notamment dans le domaine des enceintes de photovieillissement.

La maîtrise des risques :

Enfin, dans une logique de maîtrise des risques et de sécurisation de son activité, la filiale poursuit une stratégie de diversification, en développant notamment des prestations d'expertise en analyse de dommages, contribuant ainsi à renforcer la résilience de son modèle économique.

Dans le cadre de sa certification ISO 9001, la société applique un dispositif de maîtrise des risques.

EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

1 - UCA

Les deux projets stratégiques pour l'activité de la recherche sont les suivants :

- Le PUI CAP I-TERR (Clermont Auvergne Project Innovation et Territoires): il vise à renforcer l'activité partenariale du site et la création de start-ups deeptech issues ou liées à la Recherche.
- L'alliance universitaire européenne ARTEMIS (Alliance for Regional Transition, Equality, Mobility, Inclusion, Sustainability), qui a obtenu le statut d'université européenne par la Commission européenne en juin 2024.

Le projet ARTEMIS constitue un levier stratégique et structurant majeur pour l'internationalisation du site. Dédiée aux enjeux de mobilité et de transition territoriale, l'université européenne labellisée pour une durée de 4 ans (2024–2028), comprend notamment un Work Package dédié à la recherche et un autre à l'innovation, en lien étroit avec les thématiques des Centres Internationaux de Recherche de l'UCA. Il comprend 8 établissements d'enseignement supérieur européens (France, Grèce, Italie, Roumanie, Belgique, Estonie, Allemagne, Norvège), ainsi que 2 Universités ukrainiennes et 80 partenaires associés issus de l'écosystème territorial et économique.

L'Université européenne ARTEMIS s'inscrit pleinement dans la stratégie d'établissement du site clermontois et constitue un catalyseur de coopération européenne. Il pose ainsi les bases d'un réseau structuré, pérenne et multidisciplinaire pour les années à venir qu'il conviendra de mobiliser pleinement autour des activités de recherche et d'innovation.

Sur le plan financier, l'université a mis en place un plan d'économie budgétaire qui devrait permettre de limiter la hausse de la masse salariale, de réduire les dépenses de fonctionnement, d'augmenter ses ressources propres et de revoir sa stratégie immobilière.

L'année 2026 sera consacrée à la sortie de l'expérimentation de l'EPE et à la mise en place du Grand Etablissement en application de l'article L717-1 du code de l'éducation.

2 - CAI

Clermont Auvergne Innovation poursuivra la mise en œuvre de ses activités de valorisation dans la continuité des orientations définies dans son plan stratégique 2023-2027 et des évolutions engagées en 2025.

À court terme, les perspectives s'inscrivent notamment dans la poursuite de la structuration de l'écosystème, en particulier à travers la finalisation et la mise en œuvre des conventions avec les partenaires académiques et institutionnels. À ce titre, l'année 2026 devrait notamment être marquée

par la finalisation de conventions avec le Centre Hospitalier Universitaire, le Centre Jean Perrin, les organismes nationaux de recherche ainsi que VetAgro Sup.

Les orientations de la société s'inscrivent dans une démarche de consolidation progressive de son modèle économique, reposant notamment sur le développement du chiffre d'affaires, la poursuite du développement des partenariats et la diversification des sources de revenus.

Cette évolution s'appuie également sur le développement des activités existantes, notamment en matière de prestations d'incubation, d'activités de transfert et de dispositifs partenariaux, ainsi que sur la poursuite des initiatives engagées dans le cadre des dispositifs d'innovation et de valorisation.

Les perspectives d'activité demeurent étroitement liées aux modalités de financement des dispositifs publics, notamment en matière de soutien à la maturation des projets, dont le niveau reste, à date, fixé à environ 500 k€ annuels jusqu'en 2027. Le niveau d'activité futur demeure ainsi dépendant de l'évolution de ces financements ainsi que de la capacité à mobiliser des ressources complémentaires.

Par ailleurs, la société s'inscrit dans une dynamique d'amélioration progressive de la structuration de ses activités, incluant notamment une évolution des modalités de fonctionnement, en particulier en matière de frais de gestion, dans le cadre de l'adaptation de son modèle économique.

À moyen terme, les perspectives demeurent liées à la capacité de la société à renouveler et développer son portefeuille de projets issus de la recherche, ainsi qu'à accompagner leur progression vers des phases de valorisation économique, dans un contexte caractérisé par un taux d'attrition inhérent à ce type d'activités. Enfin, la préparation des échéances de financement à l'horizon post-2027 constitue un enjeu structurant pour l'évolution du modèle économique de la société.

3 -CIDECO

L'année 2026 s'inscrit dans un environnement économique incertain, dans la continuité des tendances observées en 2025, marqué notamment par le contexte politique incertain, la contrainte sur les budgets des collectivités et les difficultés du secteur de la construction, ainsi que par un contexte d'incertitudes politiques aux niveaux national et international.

Dans ce contexte, la poursuite de la dynamique de croissance de la société constitue un enjeu pour l'exercice à venir.

CIDECO entend poursuivre le développement de son activité, en particulier dans le domaine du monitoring des structures, qui constitue un axe central de son positionnement. Les investissements engagés en 2025 devraient être maintenus, avec une attention particulière portée au développement commercial.

Les perspectives d'activité portent notamment sur les secteurs du monitoring vibratoire des structures et du diagnostic des ouvrages d'art, pour lesquels des marges de progression ont été identifiées.

Dans ce cadre, la société s'inscrit dans une démarche de développement de son portefeuille de projets, notamment sur ces segments d'activité.

4 – CNEP

Ses perspectives sont les suivantes :

- Environnementale : Le remplacement de la toiture du hall permettra de réduire la consommation de gaz en période hivernale et de limiter les surchauffes en été. Par ailleurs, le projet de nouvelle enceinte vise, à moyen terme, à optimiser la consommation électrique liée aux processus.
- Numérique : L'ERP en place répond aux besoins opérationnels actuels et l'organisation est prête à intégrer la facturation électronique. Les actions de marketing digital sont également développées. Les perspectives offertes par l'intelligence artificielle feront l'objet d'une attention particulière, notamment au regard des enjeux de confidentialité des données.
- Commerciale : Des partenariats ont été renforcés avec des entreprises de premier plan. Parallèlement, la diversification des activités se poursuit, notamment à travers le développement de prestations d'expertise en analyse de dommages.

La filiale prévoit une réduction de sa masse salariale suite à trois départs en retraite. Son business plan prévoit une hausse de son chiffre d'affaires et de son résultat en 2026 et en 2027 avec le maintien d'un résultat positif.

A noter : un changement de Président Directeur Général interviendra en octobre 2026